



Conditions Générales
d'Utilisation du site internet
www.needelp.ch

- 1- Définition
- 2- Objet
- 3- Statut et obligations de la Société
- 4- Accès au Site et aux Services
- 5- Inscription sur le site
 - 1.1. Acceptation des CGU
 - 1.2. Création d'un compte utilisateur
 - 1.3. Création d'un profil
 - 1.4. Déclaration de l'utilisateur
- 6- Contact et mise en relation entre les Utilisateurs
 - 1.5 Principes généraux
 - 1.6.Obligations du Posteur
 - 1.7.Obligations du Jobber
 - 1.8.Prise de contact et négociation entre les Utilisateurs
- 7- Conclusion d'un Accord entre les Utilisateurs
 - 1.9.Processus de conclusion de l'Accord via le Site
 - 1.10. Contenu de l'Accord conclu entre les Utilisateurs
- 8- Rémunération de la Société
- 9- Droit de rétractation
- 10- Exécution de la Mission
 - 1.11. Principes généraux
 - 1.12. Réalisation de la Mission
 - 1.13. Evaluation du Jobber et du Posteur
- 11- Paiement du prix de la Mission et de la Rémunération de la Société
 - 1.14. Paiement en direct
 - 1.15. Paiement en ligne
 - 1.16. Rémunération de la Société
- 12- Résolution de l'accord conclu entre les Utilisateurs
 - 1.17. Principes généraux
 - 1.18. Conséquences de la résolution de l'Accord sur le paiement de la Rémunération de la Société
- 13- Réclamation - Litige entre les utilisateurs

- 1.19. Absence de réalisation de la Mission
- 1.20. Réalisation partielle ou défaut de qualité du résultat de la Mission
- 1.21. Absence de paiement du prix de la Mission
- 14- Obligations des Utilisateurs
 - 1.22.
 - 1.23.
 - 1.25.
 - 1.26.
 - 1.27.
 - 1.28.
 - 1.29.
- 15- Assistance
 - 1.30. Assistance technique
 - 1.31. Assistance administrative et commerciale
- 16- Communication entre les Utilisateurs et la Société
- 17- Publicité
- 18- Maintenance et interruption du Service
- 19- Données personnelles
 - 1.32. Traitement des données personnelles
 - 1.33. Exercice des droits liés aux données personnelles
 - 1.34. Cookies
- 20- Responsabilité
 - 1.35. Responsabilité de la Société
 - 1.36. Responsabilité de l'Utilisateur
- 22. Sanction des manquements d'un Utilisateur
- 23- Suspension du compte utilisateur
 - 1.37. Conditions de suspension du Compte Utilisateur
 - 1.38. Conséquences de la suspension du Compte utilisateur
- 24- Résiliation du contrat conclu entre la Société et l'Utilisateur
 - 1.39. Résiliation à l'initiative d'un Utilisateur
 - 1.40. Résiliation à l'initiative de la Société
 - 1.41. Conséquences de la résiliation

25- Loi applicable et juridiction compétente

26- Conditions Générales d'utilisation de Leetchi / Mangopay

Mentions Légales

Le site internet www.needelp.ch (ci-après le « Site ») est la propriété exclusive de la société WE SHARE TRUST (ci-après la « Société ») au capital de 50.432 euros, inscrite au RCS de PARIS sous le numéro B 799 782 859, dont le siège social est 5, Villa Victor Hugo, 75116 PARIS.

Le Site est hébergé chez OVH.

Introduction

Ce document présente les Conditions Générales d'Utilisation du Site internet www.needelp.ch,

CGU du site www.needelp.ch

1- Définition

Pour l'application de ces présentes CGU et sans préjudice des termes qui sont définis à d'autres endroits dans les CGU, les termes figurant ci-après auront le sens qui leur est donné par les définitions ci-après :

- **Accord** : rencontre des consentements, par l'intermédiaire du Site, d'un Posteur et d'un Jobber sur la Mission et le prix formant un contrat étant précisé que la Société sera toujours tiers aux Accords. Les utilisateurs ne pourront en aucun cas qualifier les rapports avec la Société, de rapport de travail, partenariat, société simple ou autre joint-venture.
- **Besoin** : proposition établie par un Posteur dans laquelle est décrite la Mission qu'il souhaite mettre à la charge d'un Jobber.
- **Jobber** : prestataire de services indépendant du Site, personne physique exerçant son activité notamment en raison individuelle ou personne morale, utilisant le Site et la Plateforme pour consulter et répondre aux Besoins des Posteurs en vue de remplir la Mission proposée par le Posteur.
- **CGU** : présentes Conditions Générales d'Utilisation auxquelles chaque Utilisateur a consenti formant un contrat entre l'Utilisateur et la Société et précisant l'ensemble des droits et obligations de ceux-ci dans le cadre de l'utilisation du Site.
- **Code** : série de caractères alphanumériques remis par la Société au Posteur lequel la remet au Jobber une fois la Mission effectuée dans le cas de paiement Leetchi/Mangopay afin que le Jobber la renseigne sur le Site pour obtenir son paiement.
- **Compte utilisateur** : espace dédié à l'Utilisateur auquel il peut accéder sur le Site en utilisant son adresse email et son mot de passe et au sein duquel figurent certaines informations sur l'utilisateur.
- **Contenus** : contenus de toute nature que l'Utilisateur diffuse sur le Site (notamment rédactionnels, graphiques, photographiques vidéos ou

autres, en ce compris la dénomination et/ou l'image éventuellement choisies par l'Utilisateur pour s'identifier sur le Site).

- **Offre** : proposition établie par un Jobber en réponse à un Besoin d'un Posteur et au sein de laquelle le Jobber décrit la Mission qu'il peut remplir et le prix.
- **Plateforme** : plateforme électronique de mise en relation des Posteurs et des Jobbers accessible via le Site.
- **Posteur** : personne physique ou morale, postant des Besoins afin d'obtenir des réponses de la part des Jobbers.
- **Mission** : prestation de services objet du Besoin d'un Posteur qu'un Jobber est susceptible de fournir.
- **Profil** : ensemble des informations afférentes à un Utilisateur, renseignées par ce dernier et accessible aux autres Utilisateurs.
- **Rémunération de la Société** : rémunération due par le Jobber à la Société en contrepartie du Service fourni via le Site par la Société.
- **Services** : ensemble des fonctionnalités proposées par la Société via le Site et notamment la mise en relation des Jobbers et des Posteurs via la Plateforme.
- **Utilisateur** : toute personne physique ou morale inscrite sur le Site en vue de bénéficier des Services.

2- Objet

Le Site et sa Plateforme accessible via Internet, offre un service de mise en relation d'Utilisateurs domicilié ou ayant leur siège dans le territoire de la Confédération suisse. La société se réserve le droit de refuser toute création de compte par des personnes domiciliées ou ayant leur siège hors du territoire de la Confédération suisse.

Le Site permet au Posteur ayant un Besoin de le publier dans le but qu'un Jobber y réponde.

Les CGU ont pour objet de définir les modalités et conditions dans lesquelles l'Utilisateur est autorisé à utiliser le Site. Elles prévalent sur tout autre document qui aurait pu être communiqué à la Société.

La Société peut modifier les CGU à tout moment. Les CGU applicables sont celles en vigueur lors de chaque navigation sur le Site.

3- Statut et obligations de la Société

La Société s'engage à fournir à l'Utilisateur le Service lui permettant d'entrer en contact, via le Site, avec d'autres Utilisateurs en vue de conclure éventuellement avec eux un Accord ayant pour objet la réalisation d'une Mission.

Par conséquent, la Société n'exerce pas une activité de placement privé au sens de la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services (RS 823.11).0

La Société s'engage à tout mettre en œuvre pour fournir les Services mais n'est pas tenu d'un résultat précis et l'Utilisateur accepte que la Société ne puisse pas garantir l'absence de bugs, erreurs ou inexactitudes. Cet engagement de la Société s'analyse en une obligation de moyens.

Les Services sont destinés à évoluer et être modifiés.

Le rôle de la Société se cantonne strictement à la mise en relation des Utilisateurs, via la Plateforme accessible sur le Site. En aucun cas, les utilisateurs ne pourront qualifier les rapports avec la Société, de rapport de travail, partenariat, société simple ou autre joint-venture.

Ainsi, il est précisé que la Société est un tiers à tout Accord qui pourrait être conclu entre un Posteur et un Jobber, la Société, via le Site, fournissant uniquement les moyens de se mettre en relation et éventuellement de conclure un Accord.

Par conséquent, la Société ne garantit ni l'exécution ni la qualité du résultat de la Mission qui serait remplie par un Jobber au profit d'un Posteur. Les utilisateurs reconnaissent que la Société n'assumera aucun cas de responsabilité contractuelle, délictuelle ou basé sur une autre cause à l'égard de ces derniers.

De manière générale les utilisateurs reconnaissent que la Société s'exonère de toute responsabilité dans toute la mesure permise par le droit applicable.

4- Accès au Site et aux Services

Les Utilisateurs font leur affaire personnelle de la mise en place des moyens informatiques et de télécommunications permettant l'accès au Site.

5- Inscription sur le site

1.1. Acceptation des CGU

La confirmation de l'acceptation des CGU par les Utilisateurs qui s'inscrivent sur le Site est matérialisée par une case à cocher dans le formulaire d'inscription. Elle ne peut être que pleine et entière. Toute adhésion sous réserve est considérée comme nulle et non avenue.

L'Utilisateur qui n'accepte pas d'être lié par les CGU ne doit pas accéder au Site ni utiliser les Services.

S'agissant des Utilisateurs non-inscrits sur le Site, leur navigation sur celui-ci entraîne leur acceptation des CGU en vigueur lors de la navigation, sans restriction ni réserve.

1.2. Création d'un compte utilisateur

1.2.1 Pour utiliser le Site et la Plateforme, l'Utilisateur s'y inscrit en créant un Compte utilisateur en renseignant une adresse email valide et en choisissant un mot de passe.

Lors de son inscription, l'Utilisateur devra également fournir à la Société un Prénom, un Nom, un numéro de téléphone et une adresse postale. Il est interdit à l'utilisateur de faire figurer le nom d'une entreprise ou d'une société dans les renseignements demandés.

L'Utilisateur s'engage à fournir des informations complètes et exactes et à les maintenir à jour.

1.2.2 La création sera définitive à l'issue d'un processus d'inscription, lequel pourra comporter, le cas échéant, toute étape de vérification que la Société jugera utile notamment sur l'email de l'Utilisateur.

Une fois créé, ce Compte utilisateur donnera accès à un espace personnel qui permettra de gérer l'utilisation des Services sous une forme et selon les moyens techniques proposés par la Société.

1.2.3 Si l'Utilisateur souhaite remplir une Mission en tant que Jobber, la Société se réserve le droit, à sa libre discrétion, sous la forme et selon les moyens techniques que la Société juge les plus appropriés, de :

- mettre en œuvre tout processus de vérification qu'elle jugera utile, portant notamment sur l'email du Jobber, son identité ou ses coordonnées ;
- demander à l'Utilisateur tout document et information qu'elle jugera utile afin de compléter sa demande d'inscription en tant que Jobber, l'obtention de ces éléments conditionnant la création définitive du Compte utilisateur du Jobber ;
- refuser toute demande de création d'un Compte utilisateur à sa libre discrétion et sans avoir à justifier d'un quelconque motif.

1.2.4 Dans tous les cas, l'Utilisateur garantit que tous les documents et informations qu'il fournit à la Société sont exacts, à jour et sincères et ne sont entachés d'aucun caractère trompeur.

Il s'engage à mettre à jour ces informations à travers son Compte utilisateur en cas de modification, afin qu'elles correspondent toujours aux critères susvisés.

L'Utilisateur est informé et accepte que les informations saisies aux fins de création ou de mise à jour de son Compte utilisateur valent preuve de son identité. Les informations saisies par l'Utilisateur l'engagent dès leur validation.

L'Utilisateur peut accéder à tout moment à son Compte utilisateur après s'être identifié à l'aide de son identifiant de connexion ainsi que de son mot de passe.

L'Utilisateur s'engage à utiliser personnellement les Services et à ne permettre à aucun tiers de les utiliser à sa place ou pour son compte, au risque d'en supporter l'entière responsabilité.

L'Utilisateur s'engage à veiller au maintien de la confidentialité de son identifiant et de son mot de passe. Toute intervention effectuée avec l'identifiant et le mot de passe de l'Utilisateur sera réputée être effectuée par celui-ci, l'Utilisateur en restant dès lors seul responsable.

En cas de perte de mot de passe, l'Utilisateur sera invité à renseigner son adresse email afin de recevoir le lien pour générer son nouveau mot de passe.

L'Utilisateur doit immédiatement contacter la Société aux coordonnées mentionnées dans les mentions légales des CGU s'il remarque que son Compte utilisateur a été utilisé à son insu. Il reconnaît à la Société le droit de prendre toutes mesures appropriées en pareil cas.

L'Utilisateur s'engage à ne créer qu'un seul Compte utilisateur, la Société se réservant la possibilité de supprimer tout compte supplémentaire créé par le même Utilisateur.

Il est interdit à l'Utilisateur dont le Compte utilisateur a été supprimé de créer un nouveau Compte utilisateur. La Société se réserve la possibilité de supprimer tout Compte utilisateur créé en violation de la présente interdiction.

1.3. Création d'un profil

L'Utilisateur est invité à créer un Profil qui comportera l'ensemble des informations qu'il souhaite rendre accessibles aux Utilisateurs (exemple : langues parlées, diplômes, centres d'intérêt, compétences).

Le Profil est disponible sur le Compte utilisateur.

Ces informations, une fois publiées sur le Site, seront accessibles à tout Utilisateur.

La création de son Profil se fait sous l'entière responsabilité de l'Utilisateur. Il appartient donc à l'Utilisateur de s'assurer que les informations qu'il publie, en particulier le pseudonyme qu'il utilise dans ses rapports avec les autres

Utilisateurs et le contenu des Besoins, le cas échéant, respectent les CGU, la réglementation applicable et qu'elles ne portent pas atteinte aux droits des tiers, la responsabilité de la Société ne pouvant être engagée à ce titre.

Cependant, si la Société est informée de ce que les informations publiées par un Utilisateur ne respectent pas ces conditions, elle pourra suspendre son Compte utilisateur comme indiqué à l'article « Suspension du Compte utilisateur ».

1.4. Déclaration de l'utilisateur

1.4.1 L'Utilisateur déclare préalablement à son inscription disposer d'un compte bancaire et d'une carte bancaire et :

- S'il est une personne physique : disposer de la pleine capacité juridique pour s'engager au titre des CGU. La personne physique qui ne dispose pas de la pleine capacité juridique ne peut accéder au Site et aux Services qu'avec l'accord de son représentant légal ;
- S'il est une personne morale : agir par l'intermédiaire d'une personne physique disposant de la capacité juridique et du pouvoir de contracter au nom et pour le compte de la personne morale.

1.4.2 Règles spécifiques applicables aux Jobbers :

Le Jobber s'engage à :

- agir conformément à la législation et à la réglementation applicable en matière d'assurances sociales, de fiscalité, de responsabilité civile, et à respecter les éventuelles conventions collectives de travail applicables;
- respecter les obligations déclaratives fiscales et sociales et de son activité sur le Site, notamment se conformer scrupuleusement à la réglementation en matière d'assurance sociales (AVS, AI, APG, AC etc.). Le Jobber est seul responsable d'entreprendre les démarches nécessaires en vue de se conformer à ses obligations légales. A ce titre il est rappelé au Jobber que les personnes qui exercent une activité salariée en Suisse paient des cotisations AVS/AI/APG et AC, à partir du 1er janvier qui suit leur 17ème

anniversaire. L'obligation de cotiser cesse dès la fin du mois au cours duquel la personne atteint l'âge de la retraite, soit 64 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes. Par ailleurs, Lorsque le salaire déterminant ne dépasse pas, pour chaque employeur, le montant de Fr. 2'300.- par année civile, les cotisations ne sont prélevées qu'à la demande de la personne assurée. **En revanche, les cotisations sur les salaires touchés par les personnes employées dans un ménage sont toujours dues.** Il en va de même pour les personnes rémunérées par des producteurs de danse et de théâtre, des orchestres, des producteurs dans le domaine phonographique et audiovisuel, des radios et des télévisions, ainsi que par des écoles dans le domaine artistique ;

- consulter le site d'information de l'AVS/AI (<https://www.ahv-iv.ch>) et notamment les Mémentos 2.01, 2.02 et 2.06 disponibles en tout temps sur le site d'information pour se conformer à toutes les obligations légales précitées en matière d'assurances sociales et notamment l'obligation de cotiser, obligation de s'annoncer à une caisse de compensation, l'obligation d'affiliation lors de l'exécution d'un travail domestique lorsque ces conditions sont remplies;
- s'adresser directement à la caisse cantonale compétente de son domicile pour toutes questions relatives à ses obligations en matière d'assurances sociales ;
- s'interdire d'utiliser le Site comme moyen pour contourner l'interdiction du travail au noir qui peut être défini comme une activité salariée ou indépendante exercée en violation des prescriptions légales. Cela peut aller de l'exécution de petits travaux artisanaux en dehors des heures de travail à l'exercice illégal exclusif d'une activité lucrative en contournement du droit fiscal, du droit des assurances sociales, du droit de la concurrence et en particulier du droit des étrangers ; dans le but d'échapper aux redevances de droit public ;

1.4.3 Règles spécifiques applicables aux Posteurs :

Le Posteur s'engage à respecter les éventuelles obligations fiscales et en matière d'assurances sociales lui incombant. A ce titre, il est responsable de toute déclaration auprès des administrations compétentes, de son canton de domicile.

Le Poster s'engage à :

- agir conformément à la législation et à la réglementation applicable en matière d'assurances sociales, de fiscalité, de responsabilité civile, et à respecter les éventuelles conventions collectives de travail applicables;
- respecter les obligations déclaratives fiscales et sociales et de son activité sur le Site, notamment se conformer scrupuleusement à la réglementation en matière d'assurance sociales (AVS, AI, APG, AC etc.). Le Psoter est seul responsable d'entreprendre les démarches nécessaires en vue de se conformer à ses obligations légales. A ce titre il est rappelé au Poster que les personnes qui exercent une activité salariée en Suisse paient des cotisations AVS/AI/APG et AC, à partir du 1er janvier qui suit leur 17ème anniversaire. L'obligation de cotiser cesse dès la fin du mois au cours duquel la personne atteint l'âge de la retraite, soit 64 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes. Par ailleurs, Lorsque le salaire déterminant ne dépasse pas, pour chaque employeur, le montant de Fr. 2'300.- par année civile, les cotisations ne sont prélevées qu'à la demande de la personne assurée. **En revanche, les cotisations sur les salaires touchés par les personnes employées dans un ménage sont toujours dues.** Il en va de même pour les personnes rémunérées par des producteurs de danse et de théâtre, des orchestres, des producteurs dans le domaine phonographique et audiovisuel, des radios et des télévisions, ainsi que par des écoles dans le domaine artistique ;
- consulter le site d'information de l'AVS/AI (<https://www.ahv-iv.ch>) et notamment les Mémentos 2.01, 2.02 et 2.06 disponibles en tout temps sur le site d'information pour se conformer à toutes les obligations légales précitées en matière d'assurances sociales et notamment l'obligation de cotiser, obligation de s'annoncer à une caisse de compensation, l'obligation d'affiliation lors de l'exécution d'un travail domestique lorsque ces conditions sont remplies ;
- s'adresser directement à la caisse cantonale compétente de son domicile pour toutes questions relatives à ses obligations en matière d'assurances sociales ;

- s'interdire d'utiliser le Site comme moyen pour contourner l'interdiction du travail au noir qui peut être défini comme une activité salariée ou indépendante exercée en violation des prescriptions légales. Cela peut aller de l'exécution de petits travaux artisanaux en dehors des heures de travail à l'exercice illégal exclusif d'une activité lucrative en contournement du droit fiscal, du droit des assurances sociales, du droit de la concurrence et en particulier du droit des étrangers ; dans le but d'échapper aux redevances de droit public.

6- Contact et mise en relation entre les Utilisateurs

1.5 Principes généraux

Le Posteur détermine sous son entière responsabilité le contenu de chaque Besoin qu'il publie sur le Site.

Aussi, il s'engage à ce que ces Besoins respectent les CGU ainsi que la réglementation applicable et en particulier qu'elle ne porte pas atteinte aux droits des tiers.

1.6.Obligations du Posteur

Le Posteur s'engage à ne mettre en ligne sur le Site que des Besoins sérieux correspondant à des Missions effectives.

Le Besoin publié par le Posteur sur le Site devra préciser au minimum les éléments suivants :

- La catégorie au sein de laquelle il souhaite que ce Besoin soit publié parmi les choix proposés sur le Site ;
- La description claire et précise de la Mission recherchée ;

- Le délai dans lequel il souhaite que cette Mission soit remplie (avant une certaine date ou à une date précise) ;
- La ville et le cas échéant son arrondissement, ou la zone géographique dans laquelle se situe le lieu de la réalisation de la Mission ;
- Le mode de paiement qu'il souhaite utiliser (paiement direct ou paiement en ligne).

Le Posteur doit également renseigner sur le Site l'adresse précise à laquelle doit se réaliser la Mission et peut, le cas échéant, en préciser les codes d'accès. Ces informations ne seront pas publiées dans le Besoin figurant sur le Site et ne seront adressées qu'au Jobber sélectionné par le Posteur.

Une fois le Besoin publié, celle-ci est diffusée sur le Site pendant une durée maximum de soixante (60) jours ou, si la Mission doit être effectuée avant l'expiration de ce délai, jusqu'à la date d'exécution de la Mission.

Le Posteur ne peut pas modifier ou supprimer son Besoin à moins de contacter l'assistance technique (cf article « Assistance »).

Lorsque le Posteur sélectionne un Jobber pour effectuer la Mission, cette information apparaît sur le Besoin, les autres Jobbers ne pouvant alors plus y postuler.

1.7.Obligations du Jobber

Le Jobber qui souhaite répondre à un Besoin publié par un Posteur sur la Plateforme s'engage à obtenir, avant de postuler, toutes les informations et renseignements nécessaires sur le contenu de la Mission et à lever tout doute qu'il pourrait y avoir. Notamment, le prix de la Mission.

Il est rappelé que dans la mesure où la Société n'effectue aucune vérification des contenus mis en ligne et qu'elle n'est pas partie aux Accords conclus entre les Utilisateurs, sa responsabilité ne peut en aucun cas être recherchée en cas de non respect par le Jobber de son obligation d'information et plus généralement de la réglementation applicable.

1.8.Prise de contact et négociation entre les Utilisateurs

Le Jobber peut répondre à un Besoin publié sur le Site en formulant une Offre.

L'Utilisateur s'interdit d'utiliser le Site afin de communiquer ou d'utiliser des coordonnées permettant à un autre Utilisateur d'entrer directement en contact avec lui avant la conclusion de l'Accord comme indiqué à l'article « Conclusion d'un Accord entre les Utilisateurs », sans l'accord préalable et écrit de la Société.

7- Conclusion d'un Accord entre les Utilisateurs

1.9.Processus de conclusion de l'Accord via le Site

Le Posteur peut consulter le Profil de chaque Jobber qui a répondu à son Besoin.

Il est rappelé que le Posteur a le choix entre les Offres des Jobbers et que le choix final lui appartient étant précisé que le Posteur est libre de ne sélectionner aucun des Jobbers ayant répondu à son Besoin.

Le Posteur sélectionne parmi les Jobbers qui ont répondu à son Besoin, celui qu'il choisit pour remplir la Mission.

L'Accord entre le Posteur et le Jobber est formé :

- dans le cas du paiement en ligne : par la sélection du Jobber par le Posteur résultant du paiement du prix de la Mission sur son portefeuille électronique Leetchi/Mangopay et de la bonne réception du montant du paiement ;
- dans le cas du paiement direct : par la sélection du Jobber par le Posteur puis du paiement par le Posteur de la Rémunération de la Société sur son portefeuille électronique Leetchi/Mangopay et de la bonne réception du montant de la Rémunération de la Société.

La Société informera le Jobber de sa sélection par le Posteur et de la formation de l'Accord par une mention sur son Compte Utilisateur, et par l'envoi d'un email via l'adresse électronique renseignée par le Jobber.

Une fois l'Accord formé dans les conditions visées au sein du présent article, la Société :

- dans le cas d'un en ligne : communiquera au Posteur les coordonnées du Jobber ;

- dans le cas d'un paiement direct : communiquera aux parties à cet Accord, les coordonnées leur permettant d'entrer directement en contact.

La conclusion de l'Accord implique l'engagement irrévocable : d'une part, du Posteur de payer le Jobber au prix convenu pour la Mission et d'autre part, du Jobber de remplir la Mission dans les conditions déterminées avec le Posteur.

1.10. Contenu de l'Accord conclu entre les Utilisateurs

Il est rappelé que la Société est un tiers à l'Accord conclu entre les Utilisateurs.

Les Utilisateurs sont libres de déterminer ensemble le contenu de l'Accord qu'ils envisagent de conclure ainsi que de négocier le prix de la Mission.

La Société conseille aux Utilisateurs de formaliser leur Accord par la signature d'un contrat précisant notamment :

- la Mission, son prix, les délais et modalités de paiement ;
- les droits et obligations de chacun dans le cadre de l'exécution de la Mission objet du contrat ;
- le droit applicable au contrat, notamment en cas de contrat conclu entre des personnes situées sur des territoires différents.

La Société recommande de prendre conseil auprès de tout professionnel compétent pour la rédaction du contrat.

8- Rémunération de la Société

L'inscription sur le Site est gratuite pour tout Utilisateur.

Ce n'est que dans l'hypothèse où un Accord est conclu entre des Utilisateurs qu'une Rémunération est due à la Société par le Jobber.

Cette Rémunération de la Société est un pourcentage du prix de la Mission négocié entre le Jobber et le Posteur.

Ainsi, le Jobber s'engage à payer à la Société, en contrepartie du Service qu'elle lui fournit et pour chaque Accord conclu via le Site avec un Posteur, une somme dont le montant s'élève à 20 % TTC du prix total de la Mission TTC objet d'un Accord.

9- Droit de rétractation

Si le Posteur est un consommateur, alors il dispose, dans le cadre de l'Accord conclu avec un Jobber professionnel, d'un droit de rétractation en vertu des articles L.121-16 et suivants du Code de la consommation.

Si le Jobber est un consommateur, alors il se déclare informé des articles suivants :

Article L121-17 du Code de la consommation : « *I.-Préalablement à la conclusion d'un contrat de vente ou de fourniture de services, le professionnel communique au consommateur, de manière lisible et compréhensible, les informations suivantes :*

1° Les informations prévues aux articles L. 111-1 et L. 111-2 ;

2° Lorsque le droit de rétractation existe, les conditions, le délai et les modalités d'exercice de ce droit ainsi que le formulaire type de rétractation, dont les conditions de présentation et les mentions qu'il contient sont fixées par décret en Conseil d'Etat ;

3° Le cas échéant, le fait que le consommateur supporte les frais de renvoi du bien en cas de rétractation et, pour les contrats à distance, le coût de renvoi du bien lorsque celui-ci, en raison de sa nature, ne peut normalement être renvoyé par la poste ;

4° L'information sur l'obligation du consommateur de payer des frais lorsque celui-ci exerce son droit de rétractation d'un contrat de prestation de services, de distribution d'eau, de fourniture de gaz ou d'électricité et d'abonnement à un réseau de chauffage urbain dont il a demandé expressément l'exécution avant la fin du délai de rétractation ; ces frais sont calculés selon les modalités fixées à l'article L. 121-21-5 ;

5° Lorsque le droit de rétractation ne peut être exercé en application de l'article L. 121- 21-8, l'information selon laquelle le consommateur ne bénéficie pas de ce droit ou, le cas échéant, les circonstances dans lesquelles le consommateur perd son droit de rétractation ;

6° Les informations relatives aux coordonnées du professionnel, le cas échéant aux coûts de l'utilisation de la technique de communication à distance, à l'existence de codes de bonne conduite, le cas échéant aux cautions et garanties, aux modalités de résiliation, aux modes de règlement des litiges et aux autres conditions contractuelles, dont la liste et le contenu sont fixés par décret en Conseil d'Etat.

II.-Si le professionnel n'a pas respecté ses obligations d'information concernant les frais supplémentaires mentionnés au I de l'article L. 113-3-1 et au 3° du I du présent article, le consommateur n'est pas tenu au paiement de ces frais.

III.-La charge de la preuve concernant le respect des obligations d'information mentionnées à la présente sous-section pèse sur le professionnel. »

Article L121-21 du Code de la consommation : « Le consommateur dispose d'un délai de quatorze jours pour exercer son droit de rétractation d'un contrat conclu à distance, à la suite d'un démarchage téléphonique ou hors établissement, sans avoir à motiver sa décision ni à supporter d'autres coûts que ceux prévus aux articles L. 121-21-3 à L. 121-21-5. Toute clause par laquelle le consommateur abandonne son droit de rétractation est nulle.

Le délai mentionné au premier alinéa du présent article court à compter du jour :

1° De la conclusion du contrat, pour les contrats de prestation de services et ceux mentionnés à l'article L. 121-16-2 ;

2° De la réception du bien par le consommateur ou un tiers, autre que le transporteur, désigné par lui, pour les contrats de vente de biens et les contrats de prestation de services incluant la livraison de biens.

Dans le cas d'une commande portant sur plusieurs biens livrés séparément ou dans le cas d'une commande d'un bien composé de lots ou de pièces multiples dont la livraison est échelonnée sur une période définie, le délai court à compter de la réception du dernier bien ou lot ou de la dernière pièce.

Pour les contrats prévoyant la livraison régulière de biens pendant une période définie, le délai court à compter de la réception du premier bien. »

Ainsi, le Jobber consommateur déclare être informé qu'il dispose d'un droit de rétractation qui doit être exercé dans un délai de quatorze (14) jours à compter de la conclusion de l'Accord avec un Posteur, en contactant l'assistance technique (cf article « Assistance »).

Le Jobber consommateur reconnaît que le service de mise en relation offert par la Société via le Site est exécuté immédiatement lorsqu'un Accord est conclu avec un Posteur en qu'en conséquence il demande nécessairement que l'exécution de ce service se réalise avant la fin du délai de rétractation mentionné ci-dessus. En plus, le Jobber consommateur devra cocher la case correspondante confirmant cette demande expresse.

Si le Jobber consommateur exerce son droit de rétraction alors qu'il a reçu les coordonnées du Posteur ou si le Posteur l'a contacté avant la fin du délai de rétractation susvisé, le Jobber consommateur n'obtiendra aucun remboursement étant donné que le service de mise en relation a été complètement réalisé.

10- Exécution de la Mission

1.11. Principes généraux

La Société rappelle qu'elle n'est pas partie à l'Accord conclu entre les Utilisateurs, lequel est indépendant des CGU acceptées par les Utilisateurs.

La responsabilité de la Société ne peut donc jamais être recherchée autre titre des CGU acceptées par les Utilisateurs et de l'exécution de ce présent contrat et notamment en cas d'inexécution, totale ou partielle, de la Mission objet d'un Accord conclu entre les Utilisateurs.

1.12. Réalisation de la Mission

Il appartient au Jobber d'exécuter la Mission conformément aux conditions convenues avec le Posteur.

Une fois la Mission exécutée au profit du Posteur, le Jobber doit dans le cas d'un paiement Leetchi/Mangopay, afin d'être payé, en informer la Société en indiquant sur son Compte utilisateur, le Code que lui a remis le Posteur.

Lorsque la Mission est exécutée lors d'une rencontre physique entre les Utilisateurs, la Société recommande au Jobber de soumettre à la signature du Posteur, à l'issue de la Mission, un document dans lequel ce dernier atteste que la Mission, objet de l'Accord, est remplie.

1.13. Evaluation du Jobber et du Posteur

Le Posteur peut évaluer la Mission qui a été remplie en remplissant le formulaire prévu à cet effet au sein de son Compte utilisateur.

Les commentaires et la note qu'il aura attribuée au Jobber seront affichés sur le Profil de celui-ci. Une note globale moyenne arrondie à l'entier supérieur sera aussi affichée sur le Profil du Jobber.

Par conséquent, le Posteur est tenu d'une obligation de modération et s'engage à être le plus objectif possible. La Société se réserve la possibilité de supprimer tout commentaire qui serait contraire aux CGU et à la Charte.

Mutadi mutandis, le Jobber peut évaluer le Posteur.

11- Paiement du prix de la Mission et de la Rémunération de la Société

Le Posteur dispose du choix entre deux modalités de paiement du prix de la Mission au moment de la publication de son Besoin :

- le « paiement direct » (espèces, chèque, chèque emploi service universel ou autre) ;
- et le « Paiement en ligne ».

Ce choix est donc imposé au Jobber, à qui il revient de rémunérer la Société selon le mode de paiement choisi par le Posteur.

Dans l'hypothèse où le Posteur choisit le mode de paiement ligne, les Utilisateurs devront obligatoirement et préalablement, accepter les conditions générales d'utilisation de la société LEETCHI mises à disposition sur le Site.

Il appartiendra à la Société de créer les portefeuilles électroniques Leetchi/Mangopay nécessaires à la bonne réalisation des paiements du Posteur au Jobber. La Société se réserve le droit de créer autant de portefeuilles électroniques par utilisateur qu'elle jugera nécessaire.

Le prix de la Mission est payé par le Posteur au Jobber.

Le coût de la Rémunération de la Société, supporté uniquement par le Jobber, est dû à la Société et correspond à 20% TTC du montant du prix total TTC convenu pour la Mission.

1.14. Paiement en direct

Selon ce mode de paiement, le Jobber est rémunéré directement par le Posteur selon les modalités convenues au sein de leur Accord.

Dans un premier temps, le Posteur verse 20% TTC du prix de la Mission TTC à la Société (à savoir la Rémunération de la Société) lors de sa sélection par le Posteur via le Site par carte bancaire.

Le Posteur verse le montant restant (80% du prix de la Mission) au Jobber une fois la Mission réalisée. Le prix est réglé directement par le Posteur au Jobber en espèce, chèque, chèque emploi service universel, virement ou autre.

En cas de défaut de paiement du solde par le Posteur, le Jobber doit en informer la Société dans les conditions prévues à l'article « Réclamation – Litige entre les Utilisateurs ».

1.15. Paiement en ligne

Selon ce mode de paiement, lors de la sélection du Jobber par le Posteur, ce dernier devra immédiatement verser la totalité du prix de la Mission sur son portefeuille électronique Leetchi/Mangopay avec sa carte bancaire.

Une fois ce versement effectué, la Société remet un Code au Posteur. Une fois la Mission réalisée :

- le Posteur s'engage, à remettre le Code qui lui a été remis par la Société au Jobber ;

- le Jobber s'engage à récupérer ce Code auprès du Posteur.

Afin d'être payé, le Jobber doit renseigner le Code qui lui a été remis par le Posteur. Cela aura pour conséquence de libérer le prix de la Mission préalablement versé par le Posteur sur son portefeuille électronique.

En conséquence, le montant effectivement perçu par le Jobber correspond à 80% TTC du prix TTC de la Mission réalisée étant précisé que le Jobber donne son accord pour que la Société prélève sa Rémunération de 20% TTC du prix TTC de la Mission.

1.16. Rémunération de la Société

1.16.1. En contrepartie des Services fournis au Jobber, la Société perçoit une rémunération dont le montant est calculé en multipliant le prix de la Mission convenu avec le Posteur par un pourcentage.

Le pourcentage applicable est de 20% TTC du montant du prix de la Mission TTC convenu entre le Posteur et le Jobber.

La Société se réserve le droit, à sa libre discrétion et selon des modalités dont elle sera seule juge, de proposer des offres promotionnelles, une réduction ou un plafonnement de sa Rémunération.

Le pourcentage de Rémunération applicable peut changer à tout moment. Les Jobbers sont informés par tout moyen utile de la date d'entrée en vigueur du nouveau pourcentage.

Le pourcentage modifié s'applique à tout Besoin auquel le Jobber postulerait après son entrée en vigueur.

Le Jobber reconnaît et accepte qu'il lui appartient de prendre connaissance du pourcentage applicable à la date à laquelle il postule à une Annonce.

1.16.2. Dans le cas du :

- paiement en ligne, la Rémunération de la Société est exigible dès la conclusion de l'Accord entre les Utilisateurs conformément à l'article

« Conclusion d'un Accord entre les Utilisateurs ». La Rémunération est payée par prélèvement lors de la saisie du Code par le Jobber.

- paiement direct : la Rémunération de la Société est prélevée sur le portefeuille électronique du Posteur, dix (10) jours après la formation de l'Accord entre le Jobber et le Posteur.

1.16.3. La Société établit des factures de la Rémunération pour chaque Mission.

Les factures sont mises à la disposition de l'Utilisateur dans son espace personnel ou sur simple demande.

12- Résolution de l'accord conclu entre les Utilisateurs

1.17. Principes généraux

En tant que tiers à l'Accord conclu entre des Utilisateurs, la Société n'intervient pas au stade de la rupture de cet Accord.

Par conséquent, il appartient aux Utilisateurs parties à un Accord de déterminer ensemble les conditions de résolution ou de résiliation de celui-ci.

1.18. Conséquences de la résolution de l'Accord sur le paiement de la Rémunération de la Société

En tout état de cause, il est rappelé que la Rémunération de la Société lui est due dès la conclusion de l'Accord entre les Utilisateurs, ce indépendamment de la résolution ou de la résiliation de cet Accord, pour quelque cause que ce soit.

13- Réclamation - Litige entre les utilisateurs

L'Utilisateur s'engage à adresser à la Société toute réclamation concernant l'exécution d'un Accord conclu avec un autre Utilisateur via le Site.

En toute hypothèse, hormis le cas spécifique visé à l'article « Absence de réalisation de la Mission », le montant de la Rémunération versé à la Société ne sera pas remboursé.

1.19. Absence de réalisation de la Mission

Dans l'hypothèse où la Mission n'est pas remplie en raison d'une défaillance du Jobber :

- En cas de paiement direct :
 - pour le Posteur : restitution de 100% du montant versé en tant qu'acompte sur son portefeuille électronique ;
 - pour le Jobber : néant.
- En cas de paiement en ligne :
 - pour le Posteur : restitution de 100% du montant versé sur son portefeuille électronique ;
 - pour le Jobber : néant.

Dans l'hypothèse d'une défaillance du Posteur :

- En cas de paiement direct :
 - pour le Posteur : la Société retiendra la totalité de la somme versée sur son portefeuille électronique ;
 - pour le Jobber : néant.
- En cas de paiement en ligne :
 - pour le Posteur : restitution de 80% du montant versé sur son portefeuille électronique ;
 - pour le Jobber : néant.

Au-delà de deux défaillances consécutives d'un Posteur, la Société se réserve la possibilité de supprimer le Compte utilisateur du Posteur.

1.20. Réalisation partielle ou défaut de qualité du résultat de la Mission

En cas de litige entre un Posteur et un Jobber, notamment dans l'hypothèse où la Mission n'est que partiellement réalisée ou que la qualité du résultat de Mission fait défaut, les Utilisateurs s'engagent à se rapprocher de la Société afin de trouver une issue amiable.

Toutefois, la responsabilité de la Société ne saurait être engagée à ce titre.

Il appartient aux utilisateurs de saisir les tribunaux suisses compétents à raison du lieu et de la matière ; étant rappelé que la responsabilité de la société ne saurait être invoquée à quelque titre que ce soit.

1.21. Absence de paiement du prix de la Mission

Lorsque, en cas de paiement direct, le solde du prix de la Mission n'est pas payé par le Posteur dans les délais convenus avec le Jobber, ce dernier doit immédiatement en informer la Société qui tentera alors de rapprocher les Parties afin de trouver une issue amiable.

En tout état de cause, la Société ne peut être tenue responsable en cas de défaut de paiement. Le cas échéant, il appartient au Jobber d'entreprendre les démarches nécessaires à l'encontre du Posteur afin d'obtenir le paiement du prix qui lui est dû.

14- Obligations des Utilisateurs

Sans préjudice des autres obligations prévues aux présentes, l'Utilisateur s'engage à respecter les obligations qui suivent :

1.22.

L'Utilisateur s'engage, dans son usage des Services, à respecter les lois et règlements en vigueur et à ne pas porter atteinte aux droits de tiers ou à l'ordre public.

Il est seul responsable du bon accomplissement de toutes les formalités notamment administratives, fiscales et/ ou sociales qui lui incombent le cas échéant en relation avec son utilisation des Services. La responsabilité de la Société ne pourra en aucun cas être engagée à ce titre.

La Société se réserve le droit de demander à l'Utilisateur, au cours de son utilisation des Services, tous documents et informations complémentaires qu'elle jugera utile, notamment aux fins de vérification de son identité. L'Utilisateur doit adresser à la Société les documents et informations demandés dans les meilleurs délais.

La Société se réserve le droit de suspendre l'accès au Site de tout Utilisateur n'ayant pas fourni les justificatifs sollicités.

Dans le cadre de l'utilisation du Service fourni par la Société, les utilisateurs s'engagent formellement à ne pas conclure entre eux des contrats de travail au sens des articles 319 et suivants du Code suisse des obligations. La Société se réserve le droit de suspendre l'accès au Site de tout Utilisateur n'ayant pas respecté cette obligation.

1.23.

L'Utilisateur est seul responsable de son utilisation des Services et notamment des relations qu'il pourra nouer avec les autres Utilisateurs sur le Site et des informations qu'il leur communique dans le cadre des Services. Il lui appartient d'exercer la prudence et le discernement appropriés dans ces relations et communications. L'Utilisateur s'engage en outre, dans ses échanges avec les autres Utilisateurs et de l'interface publique dédiée à chaque Annonce, à respecter les règles usuelles de politesse et de courtoisie.

Il appartient à l'Utilisateur, s'il le juge nécessaire, de souscrire une assurance (responsabilité civile ou autre) en relation avec son utilisation des Services et en lien avec les prestations fournies dans le cadre d'une mission.

1.24.

L'Utilisateur est seul responsable de l'utilisation qu'il fait du Site et notamment des contenus qu'il pourrait publier ou communiquer via le Site. Il garantit à la Société qu'il dispose de tous les droits et autorisations nécessaires à la diffusion de ces Contenus.

Il s'engage à ce que lesdits Contenus soient licites, ne portent pas atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs ou aux droits de tiers, n'enfreignent aucune disposition législative ou réglementaire et plus généralement, ne soient aucunement susceptibles de mettre en jeu la responsabilité civile ou pénale de la Société.

L'Utilisateur s'interdit ainsi de diffuser, notamment et sans que cette liste soit exhaustive :

- des Contenus pornographiques, obscènes, indécents, choquants ou inadaptés à un public familial, diffamatoires, injurieux, violents, racistes, xénophobes ou révisionnistes,

- des Contenus contrefaisants,
- des Contenus attentatoires à l'image d'un tiers,
- des Contenus à caractère discriminatoire, attentatoire à la vie privée ou diffamatoire,
- des Contenus mensongers, trompeurs ou proposant ou promouvant des activités illicites, frauduleuses ou trompeuses,
- des Contenus nuisibles aux systèmes informatiques de tiers (tels que virus, vers, chevaux de Troie, etc.),
- et plus généralement des Contenus susceptibles de porter atteinte aux droits de tiers ou d'être préjudiciables à des tiers, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit.

Il est précisé que la Société n'effectue aucune vérification à ce titre. Cependant, si la Société constate, au cours d'une vérification temporaire ou suite à une information d'un tiers, qu'un Utilisateur utilise le Site à des fins illicites, alors elle pourra suspendre le Compte utilisateur concerné dans les conditions visées à l'article « Suspension du Compte utilisateur » et supprimer le contenu illicite.

1.25.

Le Jobber s'engage à exécuter sa Mission avec soin et diligence. Il est seul responsable de la bonne exécution de sa Mission.

1.26.

L'Utilisateur s'interdit d'entrer en contact avec un Posteur qui rechercherait un Jobber sur le Site, autrement que par l'intermédiaire du Site.

L'Utilisateur s'interdit ainsi notamment de fournir ses coordonnées à tout autre Utilisateur, notamment par l'intermédiaire de l'interface dédiée à l'Annonce.

1.27.

Le Posteur s'engage à proposer un budget raisonnable en contrepartie de la Mission pour laquelle il recherche un Jobber. Il s'interdit de proposer un budget dérisoire ou déraisonnable au regard notamment de l'objet, la nature et/ou la durée de la Mission.

1.28.

Dans le cas du paiement direct, le Posteur s'engage à payer au Jobber le prix convenu pour l'exécution de sa Mission, au plus tard à l'issue de celle-ci.

1.29.

L'Utilisateur doit sauvegarder les informations accessibles dans son Compte Utilisateur qu'il souhaite conserver. L'Utilisateur reconnaît et accepte qu'il ne pourra pas rechercher la responsabilité de la Société en cas de perte éventuelle de ces informations.

15- Assistance

1.30. Assistance technique

En cas de difficultés techniques lors de l'utilisation du Service, l'Utilisateur peut contacter la Société par courrier électronique à l'adresse contact@needelp.com.

1.31. Assistance administrative et commerciale

Pour toute question concernant le Site, autre que les questions techniques, l'Utilisateur peut contacter la Société dans les conditions définies ci-après :

Par téléphone : (+33) (01) 76410034

Par courrier électronique : contact@needelp.com

16- Communication entre les Utilisateurs et la Société

Toutes les notifications ou communications prévues au sein des CGU seront réputées avoir été valablement délivrées, sauf autre moyen spécifique précisé au sein des présentes, si elles sont adressées soit :

- Par courrier postal
 - à la Société : 5, Villa Victor Hugo 75116 Paris;
 - à l'Utilisateur : à l'adresse postale communiquée par l'Utilisateur à la Société lors de son inscription sur le Site.

- Par voie électronique :
 - à la Société : contact@needelp.com,
 - à l'Utilisateur : à l'adresse de courrier électronique communiquée par l'Utilisateur à la Société lors de son inscription sur le Site.

Il appartient à l'Utilisateur d'être en mesure de prouver toute notification ou communication adressée à la Société et de conserver la preuve de l'envoi et de la date d'envoi de ces notifications ou communications.

La Société utilisera principalement le courrier électronique pour informer l'Utilisateur de tout élément concernant son activité sur le Site. A ce titre, il est précisé que tout courrier électronique sera réputé avoir été reçu quinze (15) jours après son expédition par la Société.

17- Publicité

La Société se réserve la faculté d'insérer, sur toute page du Site et dans toute communication à l'Utilisateur tous messages publicitaires ou promotionnels sous une forme et dans des conditions dont la Société sera seule juge.

18- Maintenance et interruption du Service

La Société se réserve la possibilité d'interrompre le Service pour des raisons de maintenance. Le cas échéant, l'Utilisateur en sera informé par une indication sur le Site.

19- Données personnelles

1.32. Traitement des données personnelles

L'inscription sur le Site implique la collecte et le traitement de données personnelles des Utilisateurs par la Société.

Aussi, l'Utilisateur accepte que ses données personnelles soient traitées et conservées par la Société, sous la responsabilité de cette dernière et dans les conditions visées ci-après.

L'ensemble des informations recueillies par la Société est nécessaire à l'inscription de l'Utilisateur sur le Site, à la fourniture du Service et de toutes les suites qui pourraient en résulter. Le défaut de réponse ou l'inexactitude de leur contenu pourra entraîner la suspension, voire la suppression, du Compte utilisateur. Ces données doivent donc obligatoirement être transmises à la Société, à moins qu'elles ne soient indiquées comme étant facultatives.

En outre, la Société pourra transmettre ces données :

- à toute personne qui aurait besoin de ces informations pour effectuer les opérations dont elle a été chargée par la Société (notamment maintenance, assistance, recouvrement, etc.),
- aux autorités officielles qui en feraient la demande,
- à toute personne avec laquelle un Utilisateur a conclu un Accord de sorte que ces données pourraient être transmises vers des pays situés en dehors de l'Union Européenne.

Par ailleurs, la Société pourra adresser à l'Utilisateur, notamment par courrier électronique, sauf opposition de l'Utilisateur :

- Soit des informations ou offres promotionnelles, concernant la Société ou des services analogues à ceux fournis par la Société à l'Utilisateur,
- Soit des informations ou offres promotionnelles relatives aux autres services proposés par la Société, sous réserve que l'Utilisateur ait exprimé son consentement préalable à recevoir ce type d'informations lors de son inscription.

La société veillera également à respecter dans la mesure du possible les prescriptions de la loi fédérale sur la protection de données (RS 235.1).

1.33. Exercice des droits liés aux données personnelles

L'Utilisateur bénéficie d'un droit d'accès, d'opposition et de rectification s'agissant des données le concernant, ce conformément aux articles 32 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite « Informatique et Libertés ».

Ces droits peuvent être exercés par l'Utilisateur en adressant une demande soit par courrier postal à l'adresse 5, villa Victor Hugo 75116 Paris, soit par courrier électronique à l'adresse contact@needelp.com.

Cette demande devra être accompagnée d'une copie d'un titre d'identité revêtant la signature du demandeur et devra préciser l'adresse à laquelle une réponse peut être envoyée à l'Utilisateur.

1.34. Cookies

La Société peut utiliser des cookies afin notamment de faciliter la navigation d'un Utilisateur sur le Site et de lui proposer des offres personnalisées. Ces cookies peuvent être supprimés par l'Utilisateur au sein des paramètres de son navigateur. Cependant, la suppression des cookies peut perturber la navigation sur le Site, voire empêcher l'utilisation de certaines fonctionnalités.

20- Responsabilité

1.35. Responsabilité de la Société

1.35.1. La Société n'est soumise à aucune obligation de résultat, ce que l'Utilisateur reconnaît et accepte expressément. Sa responsabilité est exclusivement limitée à la fourniture des Services selon les modalités décrites aux présentes, à l'exclusion de toute autre prestation.

1.35.2. La Société n'a pas connaissance des Contenus mis en ligne par les Utilisateurs dans le cadre des Services sur lesquels elle n'effectue aucune modération, sélection, vérification ou contrôle d'aucune sorte et à l'égard desquels elle n'intervient qu'en tant que prestataire d'hébergement.

En conséquence, la Société ne peut être tenue pour responsable des Contenus, dont les auteurs sont des tiers, toute réclamation éventuelle devant être dirigée en premier lieu vers l'auteur des Contenus en question.

Les Contenus préjudiciables à un tiers peuvent faire l'objet d'une notification à la Société selon les modalités prévues à l'article 6 I 5 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance en l'économie numérique, le Société se réservant de prendre les mesures nécessaires.

- 1.35.3.** La Société agit en son nom personnel et ne passe aucun acte juridique au nom et pour le compte des Utilisateurs, qui contractent directement entre eux.

La Société n'est pas partie aux éventuels contrats qui seraient conclus entre les Utilisateurs et ne saurait en aucun cas voir sa responsabilité engagée au titre des difficultés pouvant intervenir lors de la conclusion ou de l'exécution de ces contrats, ni être partie à quelques litiges éventuels que ce soit entre les Utilisateurs concernant notamment l'exécution d'une Mission ou toutes autres garanties, déclarations ou obligations quelconques auxquelles les Utilisateurs seraient tenus.

La Société ne sera ainsi notamment pas responsable de la qualité de la Mission réalisée par le Jobber.

- 1.35.4.** La Société ne vérifie pas les compétences et/ou qualifications des Jobber. Les niveaux de vérification qu'elle est susceptible d'attribuer à un Profil portent exclusivement sur l'identité et, le cas échéant, les coordonnées des Jobbers.

La Société ne pourra ainsi en aucun cas être responsable de l'absence de compétences ou de qualification des Intervenants.

- 1.35.5.** Les Services sont fournis par la Société tels quels et sans garantie d'aucune sorte, expresse ou implicite. La Société ne garantit notamment pas à l'Utilisateur (i) que les Services, soumis à une recherche constante pour en améliorer notamment la performance et le progrès, seront totalement exempts d'erreurs, de vices ou défauts, (ii) que les Services, étant standards et nullement proposés à la seule intention d'un Utilisateur donné en fonction de ses propres contraintes personnelles, répondront spécifiquement à ses besoins et attentes.

A ce titre, la Société ne saurait être tenue responsable si le Posteur ne trouvait pas de Jobber pour réaliser la Mission qu'il propose.

La Société ne garantit pas non plus aux Jobber qu'ils trouveront des Missions à réaliser et/ou qu'ils seront sélectionnés pour en réaliser.

- 1.35.6.** La Société n'est pas responsable de l'utilisation des Services faite par l'Utilisateur.
- 1.35.7.** La Société décline toute responsabilité en cas de perte éventuelle des informations accessibles dans l'espace personnel de l'Utilisateur ou mises en ligne par celui-ci, l'Utilisateur devant s'assurer de sauvegarder une copie des informations qu'il juge nécessaires et ne pouvant prétendre à aucun dédommagement à ce titre.
- 1.35.8.** La Société s'engage à procéder régulièrement à des contrôles afin de vérifier le fonctionnement et l'accessibilité du Site. A ce titre, la Société se réserve la faculté d'interrompre momentanément l'accès au Site pour des raisons de maintenance. De même, la Société ne saurait être tenue responsable des difficultés ou impossibilités momentanées d'accès au Site qui auraient pour origine des circonstances qui lui sont extérieures, la force majeure, ou encore qui seraient dues à des perturbations des réseaux de télécommunications.
- 1.35.9.** La responsabilité de la Société ne saurait être engagée en raison de dommages indirects causés à un Utilisateur tels que pertes de profits, de manque à gagner, perte de clientèle, atteinte à l'image de marque.

En tout état de cause, dans l'hypothèse où le Posteur ne serait pas un client consommateur au sens du Code de la consommation, la responsabilité pécuniaire de la Société sera plafonnée au montant de la Rémunération de la Société qui lui est due par le Jobber au titre de l'Accord concerné.

Cette clause est appliquée sous réserve des dispositions contraires prévues par certaines législations. Le cas échéant, la responsabilité de la Société est limitée dans la mesure permise par ladite loi applicable.

Par ailleurs, la responsabilité de la Société ne pourra être recherchée en cas d'inexécution de tout ou partie de ses obligations due à un événement relevant du cas fortuit ou de force majeure tel que défini par la loi et la jurisprudence française.

A cet égard, les parties conviennent expressément que sont également assimilés à des cas fortuits ou de force majeure, les événements tels

que l'arrêt de la fourniture d'énergie, la défaillance et/ou l'interruption de l'accès au réseau internet, la panne et/ou le sabotage des moyens de télécommunications, les actes de piratage informatique, incendie, foudre, inondation et autre catastrophe naturelle, dégât des eaux, intempérie exceptionnelle, avarie, épidémie, émeute, guerre, guerre civile, insurrection, attentat, explosion, acte de vandalisme, grève totale ou partielle, lock-out extérieure à la Société.

1.36. Responsabilité de l'Utilisateur

L'Utilisateur est responsable des dommages de toute nature, matériels ou immatériels, directs ou indirects, causé à la Société ou à tout tiers, du fait de l'utilisation illicite du Site, quelque soit la cause de ce dommage.

L'Utilisateur garantit la Société contre toutes plaintes, conséquences, réclamations, actions et/ou revendications quelconques que la Société pourrait faire l'objet notamment du fait de la violation, par l'Utilisateur, de l'une quelconque des dispositions des présentes conditions générales.

Il s'engage à indemniser la Société de tout préjudice qu'elle subirait et à lui payer tous les frais, charges et/ou condamnations qu'elle pourrait avoir à supporter de ce fait, en ce compris ses frais de conseil.

21. Propriété intellectuelle

La Société est titulaire des droits sur l'ensemble des éléments mis en ligne sur le Site (notamment les textes, images, logiciels, ce à l'exclusion des éléments transmis par les Utilisateurs), lesquels sont protégés par les lois françaises et internationales relatives à la propriété intellectuelle.

En outre, la Société est titulaire de tout droit sur les bases de données créées via le Site – en tant que producteur de ladite base – lesquelles peuvent notamment contenir des informations transmises par l'Utilisateur.

La Société est également titulaire de la marque « NEEDELP.COM » ayant fait l'objet d'un dépôt auprès de l'INPI et de noms de domaine régulièrement enregistrés.

L'Utilisateur s'interdit donc de copier, reproduire, diffuser tout ou partie du Site, sous quelque forme que ce soit, à défaut d'en avoir eu l'autorisation expresse et préalable de la Société.

De manière générale, l'Utilisateur s'interdit de porter atteinte à l'ensemble des droits de propriété intellectuelle appartenant à la Société.

La Société rappelle que toute atteinte portée à l'intégrité et au bon fonctionnement du Site est susceptible d'entraîner la responsabilité de son auteur.

22. Sanction des manquements d'un Utilisateur

En cas de manquement à l'une quelconque des dispositions des CGU, ou plus généralement, d'infraction aux lois et règlements par l'Utilisateur, la Société se réserve le droit de :

- suspendre tout ou partie des Services,
- résilier l'accès de l'Utilisateur aux Services conformément à l'article 22.2,
- supprimer tout Contenu en lien avec le manquement ou l'infraction considéré(e), en totalité ou en partie,
- prendre toutes mesures appropriées et engager toute action en justice,
- avertir le cas échéant les autorités compétentes, coopérer avec elles et leur fournir toutes les informations utiles à la recherche et à la répression d'activités illégales ou illicites.

23- Suspension du compte utilisateur

1.37. Conditions de suspension du Compte Utilisateur

La Société peut suspendre l'accès au Compte utilisateur d'un Utilisateur dans les hypothèses suivantes :

- En cas de manquement de l'Utilisateur à l'une de ses obligations visées au sein des CGU. Le cas échéant, le Compte utilisateur sera suspendu jusqu'à ce que l'Utilisateur ait remédié au manquement concerné,
- Après un deuxième avertissement pour abandon d'un Accord conclu avec un Utilisateur via le Site sur une période de 6 mois. Le cas échéant, le Compte utilisateur sera suspendu pendant une période de 3 mois.

Cependant, dans l'hypothèse où la nature du manquement serait telle que le présent contrat liant l'Utilisateur et la Société ne peut être poursuivi, la Société peut le résilier unilatéralement dans les conditions visées à l'article « Résiliation du contrat conclu entre la Société et l'Utilisateur ».

1.38. Conséquences de la suspension du Compte utilisateur

En cas de suspension du Compte utilisateur, l'Utilisateur ne pourra plus utiliser la Plateforme, et ce jusqu'à ce qu'il ait remédié au manquement invoqué ou jusqu'à l'expiration de la période de sanction faisant suite à un deuxième avertissement.

Il est rappelé que la suspension du Compte utilisateur ne suspend que les obligations de la Société envers l'Utilisateur. L'Utilisateur reste donc tenu d'exécuter les obligations lui incombant aux termes des CGU ainsi que les obligations auxquelles il se serait engagé aux termes d'un Accord conclu avec un autre Utilisateur via le Site.

24- Résiliation du contrat conclu entre la Société et l'Utilisateur

1.39. Résiliation à l'initiative d'un Utilisateur

Un Utilisateur peut résilier le présent contrat conclu avec la Société en acceptant les CGU à tout moment en se désinscrivant du Site et en fermant son Compte Utilisateur.

1.40. Résiliation à l'initiative de la Société

En cas de manquement d'un Utilisateur aux obligations qui lui incombent en vertu des CGU, la Société peut lui adresser, par courrier électronique, une mise en demeure d'y remédier. Si à l'issue d'un délai de 15 jours à compter de la date d'émission de cette mise en demeure, l'Utilisateur ne s'est pas conformé à ses obligations, alors la Société peut résilier de plein droit le présent contrat par l'envoi d'un second courrier électronique.

Toutefois, dans le cas où la nature des engagements non respectés rendrait impossible la poursuite du présent contrat, la Société pourra résilier le contrat de plein droit immédiatement après la constatation du manquement, par envoi d'un courrier électronique.

1.41. Conséquences de la résiliation

L'Utilisateur est informé que la résiliation du présent contrat a pour conséquence :

- L'exigibilité immédiate des sommes dues à la Société,
- La suppression du Compte utilisateur à l'issue des Accords conclus avec d'autres Utilisateurs.

Il est rappelé que la résiliation du présent contrat n'a aucune incidence sur l'exécution de l'Accord qui serait conclu par l'Utilisateur avec d'autres Utilisateurs, ceux-ci restant tenus d'exécuter leurs obligations dans les conditions qu'ils ont déterminées.

25- Loi applicable et juridiction compétente

La loi française sera la seule applicable au présent contrat conclu entre un Utilisateur et la Société.

Pour le cas où un litige naîtrait entre les parties du fait de l'exécution ou de l'interprétation des présentes, les parties conviennent préalablement à toute action en justice que toute réclamation fera l'objet d'une mise en demeure préalable par courrier recommandé avec demande d'avis de réception.

Chacune des parties pourra ensuite, après un délai de 10 jours suivant l'envoi du courrier visé à l'alinéa précédent resté sans réponse, engager toute procédure utile.

Le tribunal compétent sera alors déterminé conformément aux règles de droit commun, sauf si l'Utilisateur a la qualité de commerçant.

Demeurent réservés, les fors légaux auxquels les consommateurs ne peuvent y renoncer avant la naissance du litige ou par acceptation tacite.

Pour les commerçants, tout litige entre les parties, relatif à leurs relations commerciales et notamment à la conclusion, l'interprétation, l'exécution et la cessation du présent contrat sera soumis à la compétence exclusive des juridictions du lieu du siège social de la Société, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

26- Conditions Générales d'utilisation de Leetchi / Mangopay

En acceptant les CGU du site needelp.com, l'utilisateur s'engage à accepter les conditions générales d'utilisations de Leetchi / Mangopay détaillées en suivant le lien suivant : https://www.mangopay.com/terms/Mangopay_Terms-FR.pdf.